

530842-2026 - Mise en concurrence

France – Services juridiques – ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE (AMO) POUR LE SUIVI D'EXPLOITATION ET LE CONTROLE FINANCIER DE L'UNITE DE VALORISATION ENERGETIQUE (UVE) DE LUNEL-VIEL

OJ S 146/2026 31/07/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: Syndicat Mixte Entre Pic et Etang

Adresse électronique: gpoutier@picetang.fr

Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur: Protection de l'environnement

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE (AMO) POUR LE SUIVI D'EXPLOITATION ET LE CONTROLE FINANCIER DE L'UNITE DE VALORISATION ENERGETIQUE (UVE) DE LUNEL-VIEL

Description: Le titulaire réalise, pour le compte du Syndicat, les contrôle technique, administratif, juridique et financier de l'exécution du contrat de délégation de service public d'exploitation de l'UVE et de tous les actes s'y rattachant. Il doit pour cela disposer d'une excellente connaissance des clauses contractuelles établies entre le Syndicat et l'exploitant de l'UVE. Il conseille le Syndicat sur les mesures à prendre pour mettre en conformité et améliorer les prestations du contrat. Le titulaire est en lien direct avec l'exploitant de l'UVE de Lunel-Viel qui doit au Syndicat, et donc à l'assistant à maîtrise d'ouvrage qu'il missionne, tous les éléments de suivi. Le titulaire formalise les demandes de communication d'éléments et trace de manière écrite toutes les insuffisances, qu'elles soient temporaires (défaut de communication d'un élément) ou contractuelle (non atteinte des objectifs). Le titulaire conseille le Syndicat sur les suites à donner en ajustant la réponse à l'enjeu. Tous les écarts vis-à-vis de la réglementation et des dispositions contractuelles font l'objet d'une note descriptive à l'attention du Syndicat doublé d'une proposition de correspondance que le Syndicat pourra adresser à l'exploitant.

Identifiant de la procédure: 57f7c1e7-f0e7-46b6-839f-aef6e33c704b

Identifiant interne: 26-M03

Type de procédure: Ouverte

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 79100000 Services juridiques

Nomenclature complémentaire (cpv): 79311000 Services d'études

2.1.2. Lieu d'exécution

Ville: Lunel-Viel

Subdivision pays (NUTS): Hérault (FRJ13)

Pays: France

2.1.3. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 200 000,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

2.1.5. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre: 2

Conditions du marché:

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire: 2

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Document de marché

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: CONTROLE FINANCIER

Description: Le titulaire réalise, pour le compte du Syndicat, les contrôle technique, administratif, juridique et financier de l'exécution du contrat de délégation de service public d'exploitation de l'UVE et de tous les actes s'y rattachant. Il doit pour cela disposer d'une excellente connaissance des clauses contractuelles établies entre le Syndicat et l'exploitant de l'UVE. Il conseille le Syndicat sur les mesures à prendre pour mettre en conformité et améliorer les prestations du contrat. Le titulaire est en lien direct avec l'exploitant de l'UVE de Lunel-Viel qui doit au Syndicat, et donc à l'assistant à maîtrise d'ouvrage qu'il missionne, tous les éléments de suivi. Le titulaire formalise les demandes de communication d'éléments et trace de manière écrite toutes les insuffisances, qu'elles soient temporaires (défaut de communication d'un élément) ou contractuelle (non atteinte des objectifs). Le titulaire conseille le Syndicat sur les suites à donner en ajustant la réponse à l'enjeu. Tous les écarts vis-à-vis de la réglementation et des dispositions contractuelles font l'objet d'une note descriptive à l'attention du Syndicat doublé d'une proposition de correspondance que le Syndicat pourra adresser à l'exploitant.

Identifiant interne: 26-M03-1

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 79100000 Services juridiques

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Hérault (FRJ13)

Pays: France

5.1.3. Durée estimée

Durée: 48 Mois

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 140 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): non

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2026_N-5zDkpRTK

5.1.12. Conditions du marché public**Conditions de soumission:**

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2026_N-5zDkpRTK

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 25/09/2026 12:00:00 (UTC+01:00) Heure de l'Europe centrale, heure d'été de l'Europe occidentale

Durée de validité des offres: 6 Mois

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques**Accord-cadre:**

Pas d'accord-cadre

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal Administratif de Montpellier

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, les candidats disposent des voies de recours suivantes pour contester les décisions prises dans le cadre de la présente procédure de marché public : Recours précontractuel (référé précontractuel) Les candidats peuvent contester, devant le tribunal administratif compétent, toute décision prise avant la signature du marché (rejet de candidature, rejet d'offre, irrégularité de procédure). Délai : 11 jours francs à compter du lendemain de la notification ou de la publication de la décision contestée. (Article L. 551-1 du Code de justice administrative) Recours contractuel (référé contractuel) Après la signature du marché, les candidats peuvent contester la validité du marché. Délai : 31 jours à compter du lendemain de la publication de l'avis d'attribution au BOAMP ou, à défaut, de la notification du marché. (Article L. 551-13 du Code de justice administrative) Recours de pleine juridiction (recours en annulation) Les candidats peuvent introduire un recours en annulation ou en indemnisation devant le tribunal administratif. Délai : 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou de la notification du marché. (Article R. 421-1 du Code de justice administrative)

5.1. Lot: LOT-0002

Titre: CONTROLE FINANCIER

Description: Le titulaire réalise, pour le compte du Syndicat, les contrôle technique, administratif, juridique et financier de l'exécution du contrat de délégation de service public d'exploitation de l'UVE et de tous les actes s'y rattachant. Il doit pour cela disposer d'une excellente connaissance des clauses contractuelles établies entre le Syndicat et l'exploitant de l'UVE. Il conseille le Syndicat sur les mesures à prendre pour mettre en conformité et améliorer les prestations du contrat. Le titulaire est en lien direct avec l'exploitant de l'UVE de Lunel-Viel qui doit au Syndicat, et donc à l'assistant à maîtrise d'ouvrage qu'il missionne, tous les éléments de suivi. Le titulaire formalise les demandes de communication d'éléments et trace de manière écrite toutes les insuffisances, qu'elles soient temporaires (défaut de communication d'un élément) ou contractuelle (non atteinte des objectifs). Le titulaire conseille le Syndicat sur les suites à donner en ajustant la réponse à l'enjeu. Tous les écarts vis-à-vis de la réglementation et des dispositions contractuelles font l'objet d'une note descriptive à l'attention du Syndicat doublé d'une proposition de correspondance que le Syndicat pourra adresser à l'exploitant.

Identifiant interne: 26-M03-2

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 66171000 Services de conseils financiers

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Hérault (FRJ13)

Pays: France

Informations complémentaires: Territoire du syndicat mixte entre pic et etang

5.1.3. Durée estimée

Durée: 48 Mois

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 60 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): non

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2026_N-5zDkpRTK

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2026_N-5zDkpRTK

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 25/09/2026 12:00:00 (UTC+01:00) Heure de l'Europe centrale, heure d'été de l'Europe occidentale

Durée de validité des offres: 6 Mois

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Pas d'accord-cadre

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal Administratif de Montpellier

Description des délais d'introduction des procédures de recours: Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, les candidats disposent des voies de recours suivantes pour contester les décisions prises dans le cadre de la présente procédure de marché public : Recours précontractuel (référé précontractuel) Les candidats peuvent contester, devant le tribunal administratif compétent, toute décision prise avant la signature du marché (rejet de candidature, rejet d'offre, irrégularité de procédure). Délai : 11 jours francs à compter du lendemain de la notification ou de la publication de la décision contestée. (Article L. 551-1 du Code de justice administrative) Recours contractuel (référé contractuel) Après la signature du marché, les candidats peuvent contester la validité du marché. Délai : 31 jours à compter du lendemain de la publication de l'avis d'attribution au BOAMP ou, à défaut, de la notification du marché. (Article L. 551-13 du Code de justice administrative) Recours de pleine juridiction (recours en annulation) Les candidats peuvent introduire un recours en annulation ou en indemnisation devant le tribunal administratif. Délai : 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou de la notification du marché. (Article R. 421-1 du Code de justice administrative)

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Tribunal Administratif de Montpellier

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: Syndicat Mixte Entre Pic et Etang

Numéro d'enregistrement: France

Adresse postale: 825 Route de Valergues, 34400 Lunel-Viel, France

Ville: Lunel-Viel

Code postal: 34400

Subdivision pays (NUTS): Hérault (FRJ13)

Pays: France

Adresse électronique: gpoutier@picetang.fr

Téléphone: 0682236168

Profil de l'acheteur: https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2026_N-5zDkpRTK

Rôles de cette organisation:

Acheteur

8.1. ORG-0002

Nom officiel: Tribunal Administratif de Montpellier

Numéro d'enregistrement: 173400052000120

Adresse postale: 6 rue Pitot

Ville: Montpellier

Code postal: 34000

Subdivision pays (NUTS): Hérault (FRJ13)

Pays: France

Adresse électronique: gpoutier@picetang.fr

Téléphone: 0682236168

Adresse internet: <https://montpellier.tribunal-administratif.fr/>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 3deb3666-27a9-46cd-bccc-38fa62534a46 - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 16

Date d'envoi de l'avis: 29/07/2026 17:13:37 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 530842-2026

Numéro de publication au JO S: 146/2026

Date de publication: 31/07/2026